



---

## 09 juillet 2015 F.O.-DGFIP boycotte le Comité national de suivi du plan d'actions sur les CVT

45-47 rue des Petites Ecuries 75484 PARIS Cedex 10

Tél. 0147709169 – Fax. 0148241279 Mel : contact@fo-dgfip.fr

**F.O.-DGFIP boycotte le Comité national de suivi du plan d'actions sur les conditions de vie au travail**

Aujourd'hui, 9 juillet 2015 se tient le comité national de suivi du plan d'actions sur les conditions de vie au travail (CVT).

Hier, lors du comité de coordination DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels), nous avons quitté la salle avec la CGT et Solidaires après avoir entendu les réponses d'auto-satisfaction de l'administration aux déclarations liminaires des organisations syndicales.

**F.O.-DGFIP a donc décidé de boycotter ce comité national de suivi du plan d'actions sur les CVT, instance où l'administration se félicite des multiples dispositifs mis en place, tout en ayant renoncé à s'attaquer aux causes réelles du mal-être dans les services.**

Faute de moyens, cette « campagne de communication » autour du TBVS (Tableau de bord de veille sociale), des EDD (espaces de dialogue) et autres fiches d'impact constitue au mieux un affichage destiné à préserver l'administration en cas de problèmes, au pire, la forme la plus aboutie de l'hypocrisie.

**F.O.-DGFIP a demandé avec insistance au Directeur Général que soit présenté, devant le Comité Technique de Réseau, l'état annuel des services, tel que cela se pratiquait jusqu'en 2007 dans les anciennes directions, afin de pouvoir aborder l'ensemble des sujets concernant les missions et leurs conditions d'exercice.**

Faute d'avoir été entendu, le syndicat a décidé de ne plus participer à ce comité national de suivi du plan d'actions sur les conditions de vie au travail (CVT).

Pour **F.O.-DGFIP**, il s'agit de ne plus cautionner, par sa présence, les docteurs Diafoirus du mal-être au travail qui se refusent obstinément à en reconnaître les causes. D'autant que ce sont les mêmes qui préparent le démantèlement du réseau et des services au prétexte d'être plus efficaces, compte tenu des moyens de plus en plus faibles dont dispose désormais la DGFIP. C'est peu de dire qu'ils ont totalement renoncé à défendre les conditions de vie au travail des personnels et, par la même occasion, qu'ils ont déjà abandonné sans le dire certaines missions de notre administration.

Dans la mesure où l'administration élude les vrais débats sur le niveau d'emplois, sur la pérennité des missions et du réseau et s'évertue à feindre de nous demander notre avis dans des GT devenus de simples chambres d'enregistrement de projets déjà ficelés, **F.O.-DGFIP** prend ses responsabilités et appelle les personnels à se mobiliser avec nous pour organiser la résistance et la riposte.

---